

Madame Eugénie Brouillet

Vice-rectrice à la recherche, à la création et à l'innovation

Scolarité

- Doctorat en droit constitutionnel, Faculté de droit, Université Laval (2003)
- Diplôme de l'Institut du fédéralisme de l'Université de Fribourg (Suisse) (1999)
- Maîtrise en droit constitutionnel, Faculté de droit, Université Laval (1998)
- Permis d'exercice de la profession d'avocat, École du Barreau du Québec (1996)
- Baccalauréat spécialisé en droit, faculté de droit, Université Laval (1995)

Fonctions professionnelles et administratives

- Doyenne de la Faculté de droit de l'Université Laval (2012-2016 ; 2016-2017)
- Vice-doyenne aux études de premier cycle et à la formation continue, Faculté de droit, Université Laval (2010-2012)
- Directrice de programme – Baccalauréat intégré en affaires publiques et relations internationales, Faculté des sciences sociales, Université Laval (2005-2009)
- Professeure titulaire, Faculté de droit, Université Laval (2002- maintenant)

Membre de conseils d'administration

- Centraide Québec et Chaudière-Appalaches (2017- maintenant)
- Barreau de Québec (2012- maintenant)
- Fondation Jean-Charles-Bonenfant (2009- maintenant)

Affiliations de recherche

- Codirectrice de l'axe de recherche Droit, institutions et aménagements des rapports intercommunautaires au sein du Centre de recherche interdisciplinaire sur la diversité et la démocratie (CRIDAQ)
- Membre chercheuse du Groupe de recherche sur les sociétés plurinationales (GRSP)
- Membre du Groupe d'étude en droits et libertés (GEDEL) – Faculté de droit, Université Laval

Principales subventions de recherche d'équipes et individuelles

- Subvention du Secrétariat aux affaires intergouvernementales canadiennes du gouvernement du Québec pour l'organisation d'un colloque, 85 000 \$
- Subvention du Fonds de recherche du Québec – Société et culture (FRQSC) pour le Centre de recherche interdisciplinaire sur la diversité et la démocratie (CRIDAQ), 1 153 500 \$ (2014-2020) ; 270 000 \$ (2008-2011)
- Subvention du Fonds de recherche du Québec – Société et culture (FRQSC) pour le projet intitulé *La dynamique confiance-méfiance en contexte plurinational*, Groupe de recherche sur les sociétés plurinationales (GRSP), 392 480 \$ (2011-2015)
- À titre de chercheuse principale : Subvention du Conseil de recherches en sciences humaines du Canada (CRSH) pour un projet de recherche, 76 773 \$ (2011-2014).
- À titre de chercheuse principale : Subvention du Fonds de recherche du Québec – Société et culture (FRQSC) pour un projet de recherche, 45 000 \$ (2007-2010)
- Subvention de la Fédération des sciences humaines de concert avec le Programme d'aide à l'édition savante (Conseil de recherches en sciences humaines du Canada) pour la publication d'un ouvrage, 7 000 \$ (2004)

Prix et nominations

- Prix Richard-Arès et Deuxième Prix de la Présidence de l'Assemblée nationale pour la publication de l'ouvrage *La négation de la nation. L'identité culturelle québécoise et le fédéralisme canadien*, 2005
- Prix Louis-Philippe-Pigeon décerné par le Jeune Barreau de Québec, 2005
- Nomination pour le Prix du professeur le plus apprécié des étudiants de premier cycle (2004 et 2011)

À titre de chercheuse

Je m'intéresse aux questions relatives au fédéralisme, dans des perspectives canadienne et comparée, et aux enjeux juridiques touchant les droits et libertés de la personne. J'ai publié de nombreuses monographies et articles scientifiques et codirigé plusieurs ouvrages collectifs dans ces domaines en langues française, anglaise et espagnole. J'ai prononcé plus d'une quarantaine de communications sur invitation au Canada, en France, en Belgique, en Espagne, au Venezuela, aux États-Unis et au Royaume-Uni.

À titre de doyenne de la Faculté de droit

Au début de mon premier mandat à titre de doyenne de la Faculté de droit, j'ai piloté un exercice de planification stratégique dans le cadre duquel des orientations en matière de formation, de recherche, de positionnement stratégique et de ressources humaines, matérielles et financières ont été adoptées.

En recherche, la mise en œuvre de ce plan 2014-2018 a, entre autres, donné lieu à la création de six nouvelles chaires de recherche à la Faculté : Chaire de recherche et d'innovation Goldcorp en droit des ressources naturelles et de l'énergie (Goldcorp, cabinet d'avocats Fasken Martineau) (1,2 M \$) ; Chaire de recherche en droit sur la diversité et la sécurité alimentaires (UPA, 5 fédérations de gestion de l'offre, Financière agricole du gouvernement du Québec – Développement international) (1 M \$) ; Chaire Antoine-Turmel sur la protection juridique des aînés (2,2 M \$) ; Chaire UNESCO sur la diversité des expressions culturelles (Coalition pour la diversité culturelle, Fondation de la famille Birks, ministère de la Culture et des Communications, ministère des Relations internationales et de la Francophonie (532 000 \$) ; Chaire Jean-Monnet en intégration européenne (fonds provenant de l'UE) ; Chaire de recherche du Canada sur la justice internationale pénale et les droits fondamentaux.

Sur le plan de la formation, plusieurs nouveaux programmes d'études ont notamment été créés, dont six nouveaux microprogrammes de 2^e cycle et une toute nouvelle maîtrise en droit notarial. Trois cheminements bidualomants ont été ajoutés au programme de maîtrise avec mémoire (avec l'Université Paris-Sud en droit de la propriété intellectuelle fondamentale et des technologies numériques, avec l'Université Toulouse 1 Capitole (en droit pénal) et avec l'Université de Bordeaux (en droit des relations transatlantiques – maîtrise avec essai). De plus, le microprogramme de 2^e cycle en légistique a été mis à distance.